

COMMUNIQUE INTERSYNDICAL

Les organisations soussignées jugent que le contenu du projet de loi «portant organisation d'une nouvelle université » n'est pas acceptable, en dépit du retrait par le gouvernement de l'article de la loi sur la sélection en master sous la pression.

Ce texte institue une autonomie concurrentielle des universités et ouvre la porte à leur développement inégalitaire favorisé par la course aux financements et par le désengagement de l'Etat. Il met à mal les métiers des personnels, à commencer par ceux des enseignants-chercheurs, des chercheurs, et leurs conditions de recrutement. Il déroge gravement au statut de la fonction publique en autorisant les présidents d'université à recruter des personnels contractuels pour remplir des missions pérennes de service public, notamment pour des emplois techniques et administratifs. Il ne répond pas aux besoins de la société en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

Les organisations soussignées dénoncent le refus du gouvernement, en dépit des promesses électorales d'engager un collectif budgétaire pour améliorer, dès la rentrée, les conditions d'études et de vie des étudiants, la situation des universités, de la recherche publique, de leurs personnels. Si ce collectif n'était pas voté cet été par le Parlement, elles prendraient toutes leurs responsabilités pour exiger ces moyens.

Dans la semaine du 2 au 6 Juillet, elles appellent les personnels et les étudiants à amplifier les actions d'interpellation du gouvernement et des parlementaires autour de ces exigences. Elles demandent au gouvernement et aux parlementaires d'entendre les exigences de la communauté universitaire mobilisée à l'occasion des Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Elles appellent à des rassemblements dans les établissements et en régions.

Paris, le 29 juin 2007

FSU : SNESUP, SNASUB, SNCS, SNEP, UNSA : SUP'Recherche, SNPTES, A&I
CFTC : Inra, CGT : FERC-Sup, SNTRS, UNEF